

CONVENTION CONCERNANT L'ASSISTANCE ADMINISTRATIVE MUTUELLE EN MATIERE FISCALE

STE n° 127 - Strasbourg, 25.I.1988, telle qu'amendée par le Protocole de 2010

URUGUAY

Compilation des Déclarations actuellement en vigueur (*) concernant

Annexe A - Impôts auxquels s'applique la Convention (Article 2).	X
Annexe B - Autorités compétentes (Article 3).	X
Annexe C - Définition du terme "ressortissant" aux fins de la Convention (Article 3).	X

Déclarations remises au Secrétaire Général de l'OCDE lors de la signature de l'instrument, le 1er juin 2016 - Or. angl., confirmées dans l'instrument de ratification déposé auprès du Secrétaire Général de l'OCDE le 31 août 2016 - Or. angl. (en vigueur depuis le 1er décembre 2016)

ANNEXE A – Impôts auxquels s'applique la Convention :

- . **Article 2, paragraphe 1.a.i:**
 - . Impôt sur le revenu d'entreprise (*Impuesto a las Rentas de las Actividades Económicas - IRAE*);
 - . Impôt sur le revenu (*Impuesto a las Rentas de las Personas Físicas - IRPF*);
 - . Impôt sur le revenu des non-résidents (*Impuesto a las Rentas de los No Residentes - IRNR*);
 - . Impôt sur l'assistance à la Sécurité sociale (*Impuesto de Asistencia a la Seguridad Social - IASS*).
- . **Article 2, paragraphe 1.a.iii:** Impôt sur le capital (*Impuesto al Patrimonio - IP*).
- . **Article 2, paragraphe 1.b.iii.C:** Taxe sur la valeur ajoutée - TVA (*Impuesto al Valor Agregado - IVA*).
- . **Article 2, paragraphe 1.b.iii.D:** Droits d'accise (*Impuesto Específico Interno - IMES*).

ANNEXE B – Autorités compétentes

Le Ministre de l'Economie et des Finances ou son représentant autorisé.

ANNEXE C – Définition du terme "ressortissant" aux fins de la Convention

Toute personne physique possédant la nationalité ou la citoyenneté uruguayenne et toute personne morale, association ou autre entité dont le statut est régi par les lois en vigueur en Uruguay.

(*) Situation au 1er Janvier 2021. Pour une Chronologie complète des déclarations, veuillez consulter notre site, rubrique [Recherches](#).
Source : Bureau des Traités du Conseil de l'Europe sur <http://conventions.coe.int>